



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES YVELINES

ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES N°11-084/DRE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES ELECTIONS
Bureau de l'environnement et des enquêtes publiques

LE PREFET DES YVELINES,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n°2010-1260 du 22 octobre 2010 modifiant le décret n°2005-1325 du 26 octobre 2005 relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique,

Vu l'article R512-78 du code de l'environnement relatif à l'imprescriptibilité des mesures de dépollution ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 1998 qui prévoyait une dépollution pyrotechnique des terrains, appartenant à la société GIAT Industries, situés en zone Ouest du site Satory à Versailles ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-116/DRE du 13 avril 2010 imposant à la société GIAT Industries des travaux supplémentaires de sondage et de dépollution pyrotechnique pour le site sis zone Ouest Satory à Versailles ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 janvier 2011 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) au projet de prescriptions complémentaires, lors de sa séance du 08 février 2011 ;

Considérant le rapport d'intervention du centre interdépartemental de déminage des Yvelines du 06 mai 2009, faisant état de la découverte d'objets pyrotechniques lors du creusement d'une canalisation le 10 avril 2009 ;

Considérant qu'il existe un risque à aménager ces terrains sans au préalable un diagnostic pyrotechnique supplémentaire sur certaines zones identifiées comme à risque au regard de l'historique de dépollution établi par la société GIAT Industries ;

Considérant que ce type de dépollution entre désormais dans le champ d'application du décret n°2010-1260 du 22 octobre 2010, modifiant le décret n°2005-1325 du 25 octobre 2005 relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre de chantiers de dépollution pyrotechnique .

Considérant que la société GIAT Industries n'a pas émis d'observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 14 février 2011 ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.514-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture :

A R R E T E

ARTICLE 1

La société GIAT Industries dont le siège social est situé 13, route de la Minière 78034 VERSAILLES CEDEX est tenue de réaliser les travaux prescrits dans le cadre du présent arrêté sur le site qu'elle a exploité au sis 13 route de la Minière 78000 VERSAILLES.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTION DE TRAVAUX DE DEPOLLUTION PYROTECHNIQUE

L'article 2.2. de l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-116/DRE du 13 avril 2010 est remplacé par l'article suivant :

Le chantier de dépollution pyrotechnique comprend la préparation du terrain et le diagnostic (détection et sondages) puis le déterrage.

La neutralisation, la collecte, le transport, le stockage et la destruction des objets ou matières explosives sont assurés par la société GIAT INDUSTRIE pour tout objet apparenté à la munition de référence telle que décrite dans l'étude de sécurité pyrotechnique.

Ce chantier fait l'objet d'une étude de sécurité pyrotechnique préalable réalisée par l'entreprise titulaire du marché.

Le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué déclare au Préfet des Yvelines la date de commencement et d'achèvement prévisionnel des travaux du chantier de dépollution.

ARTICLE 3 DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif (article R.514-3-1 du code de l'environnement) :

° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES

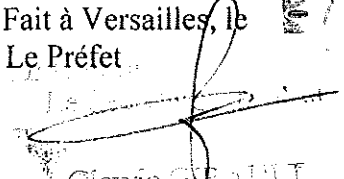
4.1 – Le présent arrêté sera affiché en mairie de Versailles pendant une durée d'au moins un mois, et il sera justifié de cette formalité par un certificat du maire qui l'adressera au Préfet, lequel le transmettra au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France.

En outre, un avis relatif à cette autorisation est inséré par les soins du Préfet dans 2 journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

4.2 – Un extrait énumérant les prescriptions auxquelles le site est soumis est affiché en permanence, de façon visible sur le site par les soins de l'exploitant.

4.3 – En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, la société GIAT INDUSTRIES est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement.

4.4 - Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Monsieur le Maire de Versailles, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur du service chargé de la protection civile, Monsieur le Directeur départemental du travail de l'emploi et de la formation professionnelle, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France, et les inspecteurs des installations classées du département des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 7 mai 2011
Le Préfet

Claude GIRAULT